

## 78.01.02 Accès au conseil stratégique et technique au service de la transition agroécologique

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Article 78 – échange de connaissances et diffusion d'informations
Base réglementaire : article du PSN	Article 78.01 : Accès à la formation, au conseil ; actions de diffusion et échanges de connaissances et d'informations
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>Accès au conseil stratégique et technique au service de la transition agroécologique</b>
Indicateurs de résultats associés	R.01 Améliorer les performances à travers les connaissances et l'innovation : <del>nombre</del> nombre de personnes bénéficiant d'une aide en matière de conseils, de formation et d'échanges de connaissances <del>ou</del> <u>participant à des PEI</u>
Indicateurs de réalisation associés	O.33 Nombre d'opérations ou d'unités de formations et de conseils qui reçoivent un soutien <u>au titre du FEADER</u>
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p><b>Objectifs :</b> L'objectif global est de renforcer les compétences des publics cibles afin de faire évoluer leurs pratiques par le conseil stratégique et technique, individualisé ou collectif, qui doit favoriser une vision globale de l'exploitation-.</p> <p><b>Enjeux :</b> L'opération doit permettre de créer un écosystème encore plus favorable à la <b>transition des exploitations agricoles vers la multi performance</b>. Cette dernière est définie comme la performance sur les piliers économique, social et environnemental des activités ; comme la capacité de l'entreprise agricole à être rentable économiquement, tout en étant pleinement intégrée dans le tissu social du territoire et en ayant des externalités neutres ou positives sur son environnement.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Septembre 2023. D'ici cette date, le dispositif bénéficie des crédits régionaux.
2. Éligibilité	
Bénéficiaires éligibles	Personnes morales, publiques ou privées, intervenant dans les domaines du conseil. Les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) chargés de collecter les fonds de la formation professionnelle continue et de financer la formation des salariés ne sont pas éligibles.
Conditions d'éligibilité	<p>Actions axées sur les champs de l'agroécologie (Agriculture Biologique, biocontrôle, agroforesterie...)</p> <p>Les organismes prestataires d'actions d'information/diffusion, de formation et de conseil, bénéficiaires directs ou finaux de l'aide, justifieront des capacités appropriées en termes de qualification dans les domaines de connaissances concernés (références, expérience notamment) en conformité avec la législation nationale.</p>
Coûts éligibles	Prestations de conseil

Inéligibilités	<b>Actions inéligibles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les cours ou formations faisant partie des programmes ou systèmes d'enseignement normaux obligatoire du niveau secondaire ou supérieur ;</li> <li>- Les conseils à vocation commerciale ;</li> <li>- Les activités de promotion (par exemple : régimes de qualité) ;</li> <li>- Les activités d'expérimentation (mise en place et suivi) ;</li> <li>- Les actions d'information et de diffusion</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans les appels à projets.
Eligibilité géographique	Le conseil doit être dispensé sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux:	Les actions d'information et de diffusion relèveront de la fiche intervention 78.01.01 « Actions de diffusion, d'échange de connaissances et d'informations et de démonstration au service de la transition agro écologique »
Ligne de partage FESI	Les actions décrites dans cette fiche sont exclusivement soutenues au titre de cette intervention du PSR
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pertinence du projet par rapport aux objectifs Néo terra</li> <li>- Efficience du projet par rapport à la transition agroécologique</li> <li>- Cohérence avec les priorités régionales (dont les territoires à enjeu eau)</li> </ul>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projet
Bonifications éventuelles	Non concerné
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100% Conseil individuel pré-conversion en AB : Co-financeurs + FEADER de <del>80</del> 100% maximum <u>en zones prioritaires, 80% maximum ailleurs</u> Conseil individuel post-conversion en AB : Co-financeurs + FEADER de 80% maximum en zones prioritaires, 50% maximum ailleurs Conseil collectif en AB : Co-financeurs + FEADER de 80% maximum Des précisions seront apportées dans les Appels à Projets.
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60% FEADER
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs	Principaux : Région Ponctuels : Agences de l'Eau, Conseils Départementaux, <del>ECPPCI</del> et Collectivités
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 € / bénéficiaire/ an. <u>Ce plancher s'applique uniquement à la demande d'aide.</u>
Plafonds (en dépenses éligibles)	
Modalités de versement	1 acompte + 1 demande de solde
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Conseils : Barème -standard des coûts unitaires = coût forfaitaire journalier. Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
Précisions éventuelles sur	

**Commenté [LC1]:** L'autorité de gestion souhaite augmenter le taux d'aide publique pour les conseils individuels réalisés auprès des exploitations agricoles situées en zones prioritaires.

**Commenté [LC2]:** Précision de la modalité d'instruction du plancher.

le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	<p><del>Mixte selon les projets :</del></p> <p>Soumis à l'article 42 du TFUE</p> <p><del>Hors champs de l'article 42 du TFUE : nécessité de rattachement à un régime d'aide d'Etat (régime d'aide en écriture)</del></p>
Maintien des dépenses	Non concerné